



Le 8 mars

Tou·tes en grève !

Le 8 mars, c'est la journée internationale pour les droits des femmes. La mobilisation #MeToo contre les violences sexuelles et sexistes et la crise sanitaire ont montré qu'il reste encore beaucoup à gagner pour les droits des femmes et de tou·tes celles et ceux qui subissent le patriarcat. La parole se libère de plus en plus mais rien n'est fait sérieusement pour sanctionner les agresseurs et protéger les victimes qui ne se taisent plus et que nous croyons.

SUD éducation appelle les personnels de l'Éducation nationale à se mettre massivement en grève et à participer aux mobilisations dans les départements !

Les luttes féministes ont permis de conquérir des droits et de progresser vers l'égalité entre les femmes et les hommes. Mais cette égalité est loin d'être effective. C'est pourquoi la journée du 8 mars ne se « fête » pas et n'est pas la « journée de la femme » mais bien celle de lutte pour les droits des femmes ! Continuons à nous mobiliser pour l'égalité !



Pour l'égalité salariale !



Dans l'Éducation nationale, les femmes gagnent 13,6% de moins que les hommes. On connaît les mécanismes qui engendrent ces inégalités : 78% des temps partiels concernent les femmes, les hommes prennent davantage d'heures supplémentaires, ils sont plus représentés dans les corps les mieux rémunérés et sont davantage promus par la hiérarchie.

Mon corps, mes choix, ta gueule !

Trop d'injonctions pèsent encore sur le corps des femmes et des minorités de genre : les remarques sur les tenues des élèves et les discriminations grossophobes en sont des preuves inacceptables.

La question des identités trans met en lumière les problèmes que pose l'assignation de genre. Les personnes trans sont obligées de se battre quotidiennement pour faire valoir leur identité face aux discriminations et violences transphobes systémiques.

Enfin, partout dans le monde le droit à l'avortement est attaqué par le système patriarcal. Près d'une femme sur trois a recours à l'avortement au cours de sa vie. Le droit à l'avortement est un droit légitime et nécessaire pour l'égalité des femmes et des hommes. Ce droit est remis en cause en France. Aujourd'hui, des femmes n'y ont plus accès, car les moyens alloués aux hôpitaux et centres IVG ne cessent de diminuer. En 2013, le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes alertait sur la fermeture de 130 établissements spécialisés dans l'IVG en 10 ans.

Violences sexuelles et sexistes dans l'Éducation nationale : stop à l'impunité !

Chaque jour, en France, des femmes sont victimes de violences psychologiques, verbales, économiques, médicales, physiques ou sexuelles. Selon l'OMS, « une femme sur trois est victime de violence physique ou sexuelle ». On compte 113 féminicides en 2021 et 13 en janvier 2022.

Dans l'Éducation nationale, les violences sexistes sont communes, courantes et impunies. Si 1 femme sur 5 affirme avoir vécu des situations de violences au travail, seulement 5% porte plainte pour les dénoncer. Elles comprennent insultes, discriminations, harcèlement, menaces, chantage, mais aussi les agressions physiques et sexuelles. Les femmes les plus exposées au harcèlement sont celles qui subissent des discriminations liées à leur origine et à leur identité de genre et/ou leur orientation sexuelle.

La circulaire du 9 mars 2018, qui prévoit la

protection des victimes de violences sexistes et/ou sexuelles, n'est pas appliquée : les collègues qui ont dénoncé les violences subies n'ont bénéficié ni de protection ni d'accompagnement convenables. Pourtant l'employeur est responsable de la santé et de la sécurité des agent·es sur leur lieu de travail !

La loi du silence doit cesser dans l'Éducation nationale, nous exigeons que la parole des victimes soient entendue : dans chaque académie, dans chaque établissement scolaire, dans chaque école, des actions de prévention doivent être menées et des personnels doivent être en mesure d'entendre la parole des victimes.



L'extrême-droite instrumentalise les luttes féministes contre les violences à des fins racistes. Le 8 mars, nous refuserons la récupération des luttes pour nos droits et pour l'égalité. L'extrême-droite porte un projet réactionnaire qui stigmatise les femmes, les personnes racisées et qui valorise l'ordre patriarcal et hétéronormatif contre les minorités de genre.

Au contraire, nous portons le projet d'une société émancipatrice dans laquelle chacun·e pourra déterminer librement sa sexualité et son genre. SUD éducation appelle à faire et soutenir la grève des femmes

Contre toutes les formes de sexisme, SUD éducation appelle à participer massivement à toutes les initiatives à l'occasion de la journée des luttes des femmes le 8 mars.

éducation
Sud
Union
syndicale
Solidaires

